

France – Services de réparation et d'entretien de pompes, de vannes, de robinets, de conteneurs en métal et de machines – Maintenance des réseaux carburant et gaz naturel de DGA Essais propulseurs et prestations connexes.

OJ S 49/2025 11/03/2025

Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Services

1. Acheteur

1.1. Acheteur

Nom officiel: Direction Générale de l'Armement/DOMN/ Service des achats d'armement

Adresse électronique: dga-s2a-idfn.achats.fct@intradef.gouv.fr

Forme juridique de l'acheteur: Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur: Défense

2. Procédure

2.1. Procédure

Titre: Maintenance des réseaux carburant et gaz naturel de DGA Essais propulseurs et prestations connexes.

Description: Il est précisé que la date et l'heure limites pour la remise des plis est : 14/04/2025 à 11h00 (heure de Paris). Celles inscrites à la rubrique 5.1.12 sont au format UTC.

Le présent projet de marché est un marché de défense et de sécurité. Il est soumis à la procédure avec négociation conformément aux dispositions des articles L2324-1, L2324-3, R2324-1, R2324-3, R2361-1, R2361-8 à R2361-12 du Code de la commande publique (CCP). En application des articles L2325-1 1°, R2362-1 à R2362-8 du CCP, il s'agit d'un accord-cadre donnant lieu à la passation de marchés subséquents et de bons de commande.

L'accord-cadre est mono attributaire. Sa période de validité est de trois (3) ans reconductible une fois. Le montant maximum est indiqué en rubriques 2 et 5 ci-après et est en hors-tax.

L'accord-cadre porte sur les prestations de maintenance préventive et corrective des réseaux de distribution et de conditionnement de carburant et de gaz naturel. Il porte principalement sur de la tuyauterie et ses accessoires. Les interventions sur des réservoirs de stockage de grande capacité ne concernent que des travaux de chaudronnerie pour correctif et modifications mineures à l'exclusion de leur remplacement éventuel. Le réseau carburant est constitué (quantités approximatives) :

- de réservoirs de stockage de 4000m³ ; - de 10 km de tuyauteries en acier carbone et inoxydable de DN15 à 250 pour une pression de 0,2 bar g à 120 bar g liés à la fonction carburant (tuyauteries carburant et air comprimé) ; - de tuyauteries carburant calorifugées DN 65 maxi ; - de réservoirs carburant calorifugés petites et moyennes capacités ; - de modules de conditionnement carburant (pression, débit) composés de 35 motopompes, 50 filtres, 400 vannes (manuelles, avec actionneurs, régulées), 300 électrovannes, 90 clapets (anti-retour, surpression, sécurité), de compensateurs de dilatation mécanique, d'échangeurs à plaque, de variateurs de fréquence, d'arrêtes-flammes, 120 capteurs de mesure (T°, pressions, débits), 200 actionneurs (pneumatiques ou électriques), 500 fins de course (pneumatique, électriques,

inductif).

Le réseau de gaz est composé d'un réseau enterré en PE HD (environ 200 mètres), de 1000m de tuyauterie DN100 sous 4 bars en acier carbone et inoxydable et d'une panoplie de détente en acier inoxydable de Dn15 à 200 comportant environ 100m de tuyauterie, 10 vannes (manuelles, avec actionneur électrique et pneumatique, régulés et fin de course), 1 filtre, 1 débitmètre, 10 capteurs (pressions, températures), 10 électrovannes et 2 détendeurs avec robinet de sécurité intégré.

Les opérations sont exécutées en zone ATEX 0, 1, 2 avec outillage adapté et sur des assemblages susceptibles de libérer des fibres d'amiantes. La présence de plomb doit être envisagée. Les candidats devront être capables de faire du neuf (étude, conception, fabrication assemblage et installation) et intervenir sur de l'ancienne tuyauterie.

Le marché comprend des prestations connexes telles que des prestations de modification, de mise en conformité, d'évolution, de rénovation.

Identifiant de la procédure: 8829c28b-e88e-4210-9e4a-4e22c8e19f58

Identifiant interne: FD2500042EPSCL

Type de procédure: Négociée avec publication préalable d'un appel à la concurrence / concurrentielle avec négociation

La procédure est accélérée: non

Principales caractéristiques de la procédure: Un candidat qui fait une fausse déclaration pourra être sanctionné au titre de l'article 441-1 du code pénal pour faux et usage de faux.

2.1.1. Objet

Nature du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 50500000 Services de réparation et d'entretien de pompes, de vannes, de robinets, de conteneurs en métal et de machines

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Essonne (FR104)

Pays: France

2.1.4. Informations générales

Informations complémentaires:

1) Protection des données à caractère personnel :

Les données sont traitées pour la finalité de gestion des procédures d'achat en passation. Ces données sont accessibles aux personnels du service des achats d'armement en charge de la gestion contractuelle dans le strict respect de leurs attributions. Les données sont conservées 5 ans à compter de la date de signature du marché. Pendant cette période, nous mettons en place tous moyens aptes à assurer la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés. Le destinataire de la présente mention d'information la communique aux personnes concernées. Conformément au Règlement Général sur la protection des données (RGPD) en vigueur depuis le 25 mai 2018, les personnes concernées bénéficient d'un droit d'accès, de rectification sur leurs données ou encore de limitation du traitement. Lesdites personnes peuvent, sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, exercer leurs droits en contactant le correspondant RGPD de la DGA à l'adresse suivante : dga.rgpd.fct@intradef.gouv.fr.

2) Complément d'informations :

La durée du projet de marché indiquée à la rubrique 5.1.3 est donnée à titre purement indicatif. Le présent avis ne concerne que la phase candidature. Le DCE sera accessible sur PLACE (www.marches-publics.gouv.fr) pour les candidats qui seront admis à déposer une offre.

3) Modalités de transmission des plis :

Les plis ne doivent pas être déposés sur l'adresse fonctionnelle mise en rubrique 8.1. Ils doivent être transmis sur PLACE (www.marches-publics.gouv.fr) en suivant les instructions du document « Modalités de transmission des plis » disponibles sur <https://armement.defense.gouv.fr/achatsdarmement/documentation-et-referentiels-pour-les-achats/modalites-de-transmission-des-plis>. En cas de difficultés pour accéder à ce fichier, les renseignements pourront être obtenus à l'adresse figurant en rubrique 8.1. Attention, pour chaque étape de la procédure (étape candidature et étape offre), les candidats et soumissionnaires appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils transmettent à l'acheteur. Il est rappelé que chaque candidat est responsable du moyen d'acheminement de son pli. Aucun pli déposé (cas de la transmission électronique) ou reçu (cas de la réception par voie postale) ou remis (cas du dépôt par coursier ou porteur) après la date et l'heure limite mentionnée en 5.1.12 ne sera pris en considération.

La transmission électronique des candidatures et des offres est autorisée. Les plis peuvent être transmis soit par voie électronique via la plateforme des achats de l'État (PLACE) (www.marches-publics.gouv.fr), soit sur support physique (support papier ou électronique type clé USB) à l'adresse figurant en rubrique 8.1. Une copie de sauvegarde pourra être envoyée, à l'adresse figurant en rubrique 8.1 précitée, en cas d'envoi du pli par voie électronique.

En cas de dépôt de plis à l'adresse précitée, il incombe au candidat de prévoir un délai suffisant (au moins une heure à compter de son arrivée sur le site) pour les formalités de prise en charge de son pli. Pour des raisons de sécurité, le dépôt de pli par coursier ou porteur est soumis à des règles strictes (présentation de carte nationale d'identité ou passeport en cours de validité, papiers de l'éventuel véhicule). Se présenter à l'entrée à l'adresse indiquée et contacter le numéro de téléphone indiqué à chaque étape de la dépose (portail d'entrée et quai de dépose des plis) en cas de besoin. Les plis devront être transmis de façon à garantir leur confidentialité.

4) Contraintes liées à la sécurité de l'information / à la protection du secret prévue pour le projet de marché :

Cf. « Conditions de la procédure » en rubrique 5.1.12 ci-après. Tout opérateur économique ne répondant pas aux obligations liées aux modalités d'accès, nécessaires à l'exécution du marché sur un site du ministère des Armées, sera rejeté. Ces obligations varient en fonction du type de catégorie d'emprise concernée (cf. IGI 1300 sur la protection du secret de la défense nationale).

5) Signature des documents :

Les documents contenus dans le dossier de candidature nécessitant une signature devront

être signés par une personne habilitée à engager la société (avec indication du nom, prénom, de la qualité du signataire, et avec apposition du cachet de la société). Si le signataire des documents n'apparaît pas dans les informations publiques via le numéro SIREN ou du document équivalent pour les candidats établis à l'étranger, tout document attestant de la capacité du signataire à engager la société. En ce qui concerne les fichiers électroniques, un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé électroniquement et séparément par une personne habilitée à engager la société (cf « Modalités de transmission des plis précité en rubrique 2.1.4 »). Une signature manuscrite scannée ne peut pas remplacer la signature électronique. Tous les membres du groupement devront opter pour le même format de signature (manuscrite ou électronique) sans possibilité de mixer les deux types de signatures. La fourniture de tous les éléments/documents listés en rubrique 5.1.9 est primordiale, sous peine de rejet de la candidature de l'opérateur économique.

*****:

6) Informations diverses :

*****:

Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques (cotraitants ou sous-traitants ou (le cas échéant) sous-contractants ne présentant pas le caractère de sous-traitant) pour justifier de ses capacités techniques et/ou financières, il doit préciser la nature des prestations qui leurs seront confiées et fournir les preuves de leurs capacités en la matière. De plus il doit apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

*****:

Il est rappelé que la fourniture de tous éléments listés ci avant est primordiale, sous peine de rejet de la candidature de l'opérateur économique.

*****:

Les documents, remis à l'appui des candidatures dans une autre langue que la langue française, doivent être accompagnés d'une traduction en français. En cas de contradiction entre les deux documents, la version en langue française fait seule foi.

*****:

7) Opérateurs économiques des pays tiers à l'UE ou à l'EEE :

*****:

Conformément à l'article R 2342-7 du code de la commande publique, la présente procédure n'est pas ouverte aux opérateurs économiques des pays tiers à l'union européenne ou à l'espace économique européen. La procédure reste ouverte aux sous-contractants (sous-traitants ou sous-contractants ne présentant pas un caractère de sous-traitant) des pays tiers.

Base juridique:

Directive 2009/81/CE

2.1.6. Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion: Avis

Violation des obligations établies en vertu de motifs d'exclusion purement nationaux: En plus du motif d'exclusion "Violation des obligations établies en vertu de motifs d'exclusion purement nationaux" précité, les motifs suivants sont aussi applicables :

*****:

Biens administrés par un liquidateur/Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme /Corruption/Etat de cessation d'activités/Faillite/Fiabilité insuffisante pour exclure les risques pour la sécurité du pays/Fraude/Infraction concernant sa conduite professionnelle dans le domaine des marchés de défense/Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes/Insolvabilité/Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail

/Manquement aux obligations dans le domaine du droit social/Participation à une organisation criminelle/Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale criminelle
/Violation de l'obligation relative au paiement des cotisations de sécurité sociale/Violation de l'obligation relative au paiement des impôts.

Afin de déclarer sur l'honneur que le candidat n'est soumis à aucune interdiction de soumissionner s'agissant de ces 17 motifs, les renseignements demandés dans les formulaires DC1 et DC2, entièrement complétés dans leur dernière version et accessibles sur le site "<https://armement.defense.gouv.fr/achats-darmement/documentation-et-referentiels-pour-les-achats/modalites-de-transmission-des-plis>" sont à fournir par chaque candidat ou membre d'un groupement.

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Titre: Maintenance des réseaux carburant et gaz naturel de DGA Essais propulseurs et prestations connexes.

Description: Cf. rubrique 2.1 « Procédure – Description » ci-avant.

Identifiant interne: FD2500042EPSCL

5.1.1. Objet

Nature du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 50500000

Services de réparation et d'entretien de pompes, de vannes, de robinets, de conteneurs en métal et de machines

5.1.2. Lieu d'exécution

Adresse postale: Division achats Ile-de-France/Normandie – 10 rue Jean Rostand - Saclay

Ville: ORSAY CEDEX

Code postal: 91895

Subdivision pays (NUTS): Essonne (FR104)

Pays: France

5.1.3. Durée estimée

Durée: 6 Ans

5.1.4. Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements: 0

5.1.5. Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre: 12 500 000,00 EUR

5.1.6. Informations générales

Participation réservée: La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Avis

Critère: Inscription à un registre du commerce

Description:

1) Situation propre – nationalité et aptitude professionnelle du candidat français :

*****:
Le numéro unique d'identification (SIREN) doit être fourni.
*****:

2) Situation propre – Situation propre – nationalité et aptitude professionnelle du candidat non français :
*****:

Tout renseignement justifiant de la nationalité et de l'aptitude professionnelle du candidat. Lorsque l'immatriculation de la société à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants : a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ; b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ; c) Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre. Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement de la société ne délivrent pas un tel document ou lorsque ce dernier n'est pas complet, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement de la société. Les documents remis dans une autre langue que la langue française doivent être accompagnés d'une traduction en français. En cas de contradiction entre les deux documents, la version française fait seule foi.

Critère: Autres exigences économiques ou financières

Description: Une déclaration concernant le chiffre d'affaire annuel global du candidat (ou du groupement) et la part de ce chiffre d'affaire concernant les fournitures, prestations et travaux faisant l'objet du marché réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles (DC2).

Critère: Autres exigences économiques ou financières

Description: Capacité technique et professionnelle
*****:

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuel du candidat et les effectifs du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années, en lien avec l'objet de l'accord-cadre. Les candidats présenteront une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis dans le domaine des installations et réseaux carburant et/ou hydrauliques avec systèmes de régulation, ces trois dernières années en indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de service sont prouvées par des attestations du destinataire ou à défaut par une déclaration du candidat.
*****:

- Les candidats démontreront leur capacité technique et professionnelle au travers de références antérieures à l'appui pour chacune des capacités suivantes :
*****:

/Intervention sur installations et réseaux carburant, indiquant éventuellement des compétences complémentaires sur composants hydrauliques et électriques ;
*****:

/Réalisation des prestations selon le CODAP, CODETI, CODRES et DESP ;
*****:

/Intervention sur installations et réseaux gaz. Production d'une copie d'attestation de suivi de formation « Sécurité des installations de gaz dans l'industrie » ;

*****:
/Intervention en atmosphère ATEX, production d'attestation de formation ISM (Installation Service Maintenance) niveau 1 et 2 (électrique et non-électrique) ;
*****:

/Anticorrosion ;
*****:

/Génie civil (ex : conception d'ouvrage caniveau carburant) ;
*****:

/Calorifugeage de tuyauterie et cuve carburant ;
*****:

/Intervention avec la maîtrise de la réglementation relative au plomb.
*****:

/Intervention en sous-section 4, démontrer la capacité à mettre en place une organisation, des méthodes et des moyens associés (en propre ou avec le concours de cotraitant(s) ou sous-traitant(s) pour travailler en sous-section 4 (article R4412.144) du code du travail en matière d'amiante. Le candidat devra préciser les effectifs compétents par profil (encadrant technique, encadrant de chantier, opérateur de chantier) dont il dispose pour travailler en sous-section 4 du code du travail. Des attestations de compétence devront être jointes pour chaque profil.
*****:

En cas de groupement, chaque membre du groupement apportera les documents attendus et /ou les prévues des compétences attendues qu'il possède en lien avec les capacités détenues. Le candidat (ou le groupement) n'ayant pas démontré par tout moyen leur(s) capacité(s) ou compétence(s) dans chacun des domaines précités, sera éliminé.

Critère: Autres exigences économiques ou financières

Description: Situation propre - DC1 DC2
*****:

Les renseignements demandés dans les formulaires DC1 et DC2, entièrement complétés et signés pour le DC1 dans leur dernière version et accessibles sur le site <https://armement.defense.gouv.fr/achats-darmement/documentation-et-referentiels-pour-les-achats/modalites-de-transmission-des-plis> (pour chaque candidat ou membre d'un groupement).

5.1.10. Critères d'attribution

Description de la méthode à utiliser si la pondération ne peut être exprimée par des critères:
Les critères de sélection des offres seront énoncés dans le règlement de consultation.

5.1.11. Documents de marché

L'accès à certains documents de marché est restreint

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles: français

Des informations sur les documents restreints sont disponibles à l'adresse suivante: www.marches-publics.gouv.fr

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de présentation:

Indication obligatoire de la sous-traitance:

La part du marché que le soumissionnaire a l'intention de sous-traiter

Présentation par voie électronique: Autorisée

Adresse de présentation: www.marches-publics.gouv.fr

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées:
français

Variantes: Non autorisée

Date limite de réception des demandes de participation: 14/04/2025 11:00:00 (UTC+2)

Conditions du marché:

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Conditions relatives à l'exécution du contrat: Sans objet

Facturation en ligne: Requise

Montage financier: Le financement est assuré exclusivement par des ressources budgétaires propres au ministère des Armées. Le régime des paiements (versements d'avance, acomptes, soldes ...) est conforme aux dispositions des articles L2391-1 à L2392-10, R2391-1 à R2391-7, R2391-12 à R2391-28, R2393-24 à R2393-40 du code de la commande publique. Le type et la forme de prix des prestations seront précisés dans le cahier des charges. Le délai de paiement est de 30 jours maximum et mis en œuvre conformément aux articles L2392-10, R2392-10 à R2392-12 et D2392-11 du code de la commande publique. Le mode de règlement est le virement. Le comptable assignataire chargé des paiements est : L'agent comptable des services industriels de l'armement (ACSA) Le Vendôme III - 11, rue du Rempart - 93 196 Noisy Le Grand CEDEX Les factures seront envoyées exclusivement sous forme dématérialisée.

Sous-traitance:

Le contractant doit indiquer tout changement de sous-traitant(s) au cours de l'exécution du marché.

5.1.15. Techniques

Accord-cadre: Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de participants: 0

Enchère électronique: non

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et réexamen

Informations relatives aux délais de recours: Le Tribunal administratif chargé des recours est : Tribunal administratif de Versailles 56 Av. de Saint-Cloud, 78000 Versailles.

L'organisation chargée d'informer des recours est le greffe du tribunal précité.

Les recours juridictionnels suivants peuvent être exercés contre cette procédure de passation et le contrat en cause : un référé précontractuel (art. L.551-1 et s. du code de justice administrative) depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat ; un référé contractuel (art. L. 551-13 et s. du code de justice administrative) dans un délai de trente et un jours en cas de publication d'un avis d'attribution du contrat au journal officiel de l'Union européenne ou dans un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, en l'absence de la publication d'un avis d'attribution ou de la notification de la conclusion du contrat ; un recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées (CE, Ass., 4 avr. 2014, Département de Tarn et Garonne, n°358994).

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché: Direction Générale de l'Armement/DOMN/ Service des achats d'armement

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché: Direction Générale de l'Armement/DOMN/ Service des achats d'armement

Organisation qui reçoit les demandes de participation: Direction Générale de l'Armement /DOMN/ Service des achats d'armement

Organisation qui traite les offres: Direction Générale de l'Armement/DOMN/ Service des achats d'armement

8.1. ORG-0001

Nom officiel: Direction Générale de l'Armement/DOMN/ Service des achats d'armement

Département: DA IdFN

Adresse postale: Division achats - Ile de France/Normandie 10 rue Jean Rostand - Saclay

Ville: ORSAY CEDEX

Code postal: 91895

Subdivision pays (NUTS): Essonne (FR104)

Pays: France

Point de contact: Ne pas déposer les plis et les questions sur l'adresse électronique ci-après.

Voir la rubrique "Informations complémentaires" (rubrique 2.1) pour les modalités de transmissions des plis.

Adresse électronique: dga-s2a-idfn.achats.fct@intradef.gouv.fr

Téléphone: 0000000000

Adresse internet: <https://armement.defense.gouv.fr/>

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL): <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Profil de l'acheteur: <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Rôles de cette organisation:

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation

Organisation qui traite les offres

8.1. ORG-0000

Nom officiel: Publications Office of the European Union

Numéro d'enregistrement: PUBL

Ville: Luxembourg

Code postal: 2417

Subdivision pays (NUTS): Luxembourg (LU000)

Pays: Luxembourg

Adresse électronique: ted@publications.europa.eu

Téléphone: +352 29291

Adresse internet: <https://op.europa.eu>

Rôles de cette organisation:

TED eSender

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis: 43ed5346-7266-4e7a-a02c-c050ab1e6c58 - 01

Type de formulaire: Mise en concurrence

Type d'avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Sous-type d'avis: 18

Date d'envoi de l'avis: 10/03/2025 10:14:58 (UTC)

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français

Numéro de publication de l'avis: 158028-2025

